

N° DP 24/513

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 3 000 EUROS A L'ASSOCIATION AU COEUR DES ARTS - ANNEE 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Cinéma TPM du 22 avril 2024, pour une subvention de fonctionnement de 3 000 € (trois mille euros),

VU la convention, ci-annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Au Cœur des Arts,

CONSIDERANT que l'association organise le Festival international Cinéma en Liberté qui promeut et diffuse le court métrage avec comme ambition d'encourager et d'accompagner les premiers pas des jeunes créateurs,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, la Métropole TPM souhaite apporter son soutien à l'association qui contribue au développement de la création artistique, cinématographique et audiovisuelle et à la structuration de la filière sur son territoire,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 3 000 € (trois mille euros), à l'association Au Cœur des Arts au titre de l'année 2024.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention, ci-jointe, et **DE SIGNER** cette convention.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération opération N°16121, fonction 633, article N°65748, du Budget principal.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

13 JUIN 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1001 1001 2 1

Convention annuelle d'objectifs 2024 entre l'association Au Cœur des Arts et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision n° DP 24/ du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association AU COEUR DES ARTS régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant son siège Quartier les Regagnades route de Valcors 83390 Cuers représentée par le responsable dûment mandaté, Monsieur Sergio FARDELLI habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'association a été créée le 23 septembre 2010 et a pour objet notamment de :

- Promouvoir et développer la création artistique dans le Var
- D'organiser un festival international de courts métrages, des ateliers créatifs et des rencontres culturelles
- Sensibiliser un large public à l'art contemporain
- Créer un réseau entre artistes, écoles, établissements culturels et associations en favorisant les échanges entre les publics et les intervenants

L'association organise notamment le festival Cinéma en liberté. Cet événement pluridisciplinaire et cinématographique promeut et diffuse les courts-métrages afin d'encourager et d'accompagner de jeunes réalisateurs lors de trois soirées de projection ouvert à tous les publics. Le festival propose également des débats, tables rondes, carte blanche et exposition.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a inscrit la filière Cinéma et Audiovisuel en tant que filière stratégique de son territoire. Dans ce cadre, elle souhaite apporter son soutien à l'Association qui concourt à l'animation du réseau local et à la promotion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en tant que terres de tournages.

La présente convention expose le programme d'actions 2024 proposé par l'association, précisé ci-dessous et fixe notamment les engagements réciproques des deux parties.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité : l'organisation de la 13ème édition du Festival International des courts métrages de Cinéma en Liberté.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant

de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024 l'Association à hauteur de trois mille euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant est inscrit au Budget principal, opération N°16121, fonction 633, article 65748.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 7.4 % du montant des dépenses subventionnables, hors bénévolat et contribution volontaire, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole à la réalisation du programme 2024 proposé par l'association.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de trois mille euros sera versée à l'association dans sa totalité à compter de la signature et la notification de la présente convention.

L'association s'engage à fournir à la Métropole dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice les pièces justificatives suivantes :

- Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02).
- Un rapport annuel d'activités,
- Les comptes annuels de l'exercice, bilan, compte de résultats et annexes.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel,

le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par :

- son Président, si le montant annuel des *subventions publiques est inférieur ou égal à 75 000 euros*,
- un expert-comptable, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 75 000 euros*),
- un commissaire aux comptes, *si le montant annuel des subventions publiques est supérieur à 153 000 euros*

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Evolution du nombre de participants au festival
- Evolution des ressources propres (financières, humaines, matérielles)
- Evolution du nombre d'adhérents ou de partenariats enregistrés au cours de l'année.
- Courte analyse de la programmation : nombre de pays représentés, thèmes abordés

- Taux de satisfaction des participants et des partenaires.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français

A Toulon, le

Pour l'Association Au Cœur des Arts

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le Président
Sergio FARDELLI

Le Président
Jean-Pierre GIRAN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Description du projet

L'organisation de la 13^{ème} édition du Festival International des courts métrages de Cinéma en Liberté - 19 au 21 juillet 2024

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
40 386€	3 000€	18 000€

a) Objectif(s) :

- Promouvoir la diversité et l'originalité du court-métrage international.
- Offrir une plateforme de diffusion et de découverte pour les jeunes cinéastes émergents.
- Favoriser les échanges culturels et artistiques entre les professionnels du cinéma.
- Sensibiliser le public à l'importance et à la richesse du format court-métrage.

b) Indicateurs :

- Evolution du nombre de participants au festival
- Evolution des ressources propres (financières, humaines, matérielles)
- Evolution du nombre d'adhérents ou de partenariats enregistrés au cours de l'année.
- Courte analyse de la programmation : nombre de pays représentés, thèmes abordés
- Taux de satisfaction des participants et des partenaires.

c) Public(s) visé(s) :

- Jeunes cinéastes en début de carrière mais aussi réalisateurs confirmés internationaux.
- Professionnels de l'industrie cinématographique (producteurs, distributeurs, réalisateurs, etc.).
- Amateur·trices de cinéma, cinéphiles et grand public.
- Étudiant·es en cinéma et médias.
- Jeunes publics
- Résidents et touristes

d) Localisation : (quartier, commune(s), territoire métropolitain)

Toulon : La Tour Royale, Chalucet et le Cinéma partenaire Le Royal

e) Moyens mis en œuvre : (outils, démarche, etc.)

- Sélection rigoureuse des films pour garantir la qualité et la diversité des projections.
- Organisation de tables rondes et ateliers animés par des professionnels du secteur.
- Promotion du festival à travers divers canaux de communication : affiches, réseaux sociaux, partenariats médiatiques, etc.
- Mise en place d'espaces de rencontres et de networking pour les cinéastes et les professionnels.
- Collaboration avec des institutions culturelles et éducatives pour toucher un large public et susciter l'intérêt pour le format court métrage.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

BUDGET PREVISIONNEL DU FESTIVAL - 2024			
DEPENSES		RECETTES	
ACHATS (60)		VENTE DE PRODUITS FINIS, PRESTATIONS DE SERVICE (70)	
Achats de prestations de service	10000,00	Prestations de service	15086,00
Matériels investissements	2586,00	Vente de goodies	500,00
Fournitures administratives	2300,00		
Création prix numéraire	4000,00		
Total Achats	18886,00	Total vente et prestations de service	15586,00
SERVICES EXTERIEURS (61)		SUBVENTIONS D'EXPLOITATION (74)	
Assurances et SACEM	600,00	Commune	14000
Accueil, location et transport artistes	5000,00	TPM	3000
Location	4500,00		
Total services extérieurs	6600,00	Total subventions d'exploitation	18000,00
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (62)		AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (76)	
Rémunérations intermédiaires	5500,00	Dons	2000,00

Communication	3000,00	Adhésions	300,00
		Com partenariat / sponsors	4500,00
Services bancaires et poste	1400,00		
Déplacements, missions et réceptions	4000,00		
Total autres services extérieurs	14900,00	Total autres prod. de gestion courante	6800,00
TOTAL DES DEPENSES	40386,00		
		TOTAL DES RECETTES	40386,00
EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (86)		CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (87)	
Mise a disposition gratuite vidéo projecteur - UTLN	4400	Mise a disposition video projecteur	4400
Prêt de matériel	1000	Prêt matériel	1000
Contributions volontaires et service civique	10310,00	Contributions volontaires et service civique	10310,00
Total emploi contributions volontaires	15710,00	Total contributions volontaires	15710,00
TOTAL DES DEPENSES	56096,00	TOTAL DES RECETTES	56096,00

La subvention de...3 000.....€ représente7.42%..... du total des produits :

(montant attribué/total des produits) x 100.

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif, exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 2 - RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République

Je soussigne(e), (prénom, nom et qualité) **SERGIO FARDELLI**
PRESIDENT

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

AU CŒUR DES ARTS

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés.

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le **15/03/24** à **TOULON**

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

FARDELLI SERGIO

Signature



